

Le travail, une valeur en voie de disparition ? Dominique Méda

Étude de l'introduction (ajoutée à l'édition de 2010), qui revient sur la polémique soulevée par la sortie de l'ouvrage en 1995, et du chapitre 9, intitulé « désenchanter le travail ».

Introduction

L'introduction de l'ouvrage, ajoutée à l'édition de 2010, est une mise au point de l'auteur sur les questions et les reproches qui lui ont été adressés lors de la sortie du livre en 1995 : certains ont lu dans le titre (sans point d'interrogation à l'époque) l'annonce de la fin de la valeur travail. Dominique Méda liste les ouvrages sortis en réaction au sien et à celui de Jeremy Rifkin¹, publié en France un an plus tard : *Contre la fin du travail*, de Dominique Schnapper (1998), *Pour en finir avec la fin du travail*, d'Anne-Marie Grozelier... Les réactions furent nombreuses et réparties en deux « courants » principaux :

- ceux qui pensent que le travail est le facteur du bonheur de l'Homme, la condition de son bonheur,
- ceux qui relativisent ce point de vue.

L'auteur reproche à ses détracteurs d'avoir caricaturé son propos, autant politiquement que sur le terrain de la recherche, la soupçonnant de vouloir la fin réelle du travail.

Dans le domaine politique, le travail est la valeur centrale de quasiment tous les discours. Ainsi, la campagne présidentielle de 2007 a porté principalement sur le travail : Nicolas Sarkozy voulant être « le président de la valeur travail » et Ségolène Royal souhaitant « réhabiliter la valeur travail ». Christine Lagarde est allée jusqu'à comparer l'auteur à Paul Lafargue et son célèbre droit à la paresse, reprochant à Dominique Méda de croire au mythe post industriel de la fin du travail². Le débat autour du temps de travail et des 35 heures illustre également l'opposition entre les deux courants évoqués plus haut.

Des chercheurs ont également adressé des critiques, assez virulentes à l'auteur : Yves Clot attribue à son livre et à la réflexion qu'il a provoquée le début du « divorce de la gauche avec le travail ». D'autres ont reproché à Méda (ainsi qu'à Rifkin et Gorz d'ailleurs) d'avoir centré leurs études uniquement sur la rationalité économique.

La préface de l'édition de 2010 est donc l'occasion pour l'auteur de faire le point sur le malentendu provoqué par le titre de l'ouvrage et de réaffirmer certaines choses.

¹ Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, La découverte, 1996

² Discours de présentation du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (loi TEPA) à l'Assemblée Nationale en 2007

Elle constate que le travail est devenu un *fait social total*, qui a pris tellement de place qu'il ne permet plus aux individus de le considérer comme une œuvre³. Il faut selon elle changer le travail pour que tout le monde puisse y accéder et réduire sa place pour que l'individu puisse avoir d'autres activités (politiques, sociales...)

Méda soutient, contrairement à ses détracteurs, qu'il n'y a jamais eu « d'âge d'or » du travail, à la fois facteur de production, fondement du lien social, vecteur d'expression et de réalisation de soi. Ceux-ci, tout en reconnaissant le malaise actuel du travail, se réfèrent à un avant modèle⁴, à une période où le travail était émancipateur et source principale du bonheur de l'Homme.

L'auteur est d'accord pour reconnaître que le travail est une valeur centrale de la société et un des traits les plus caractéristiques de l'Homme. Mais elle émet deux réserves :

- cette conception du travail comme valeur libératrice de l'Homme date du XIX^e siècle. Aujourd'hui, peut-on encore dire que le travail est une activité libre, une œuvre qui nous permet de nous accomplir pleinement ?
- c'est une hypocrisie d'appeler « travail » plusieurs réalités bien différentes⁵ : celui, fastidieux et désagréable, qui n'apporte que de faibles revenus, et celui, plaisant, valorisant et épanouissant, assorti la plupart du temps de revenus importants.

Méda se réfère à une enquête de l'Insee⁶ pour affirmer que la considération du travail comme élément essentiel de l'identité sociale est surtout le fait des cadres (70 % des cadres contre seulement 33 % des ouvriers). Aujourd'hui, les attentes des Français par rapport au travail sont énormes, et cela est dû notamment au taux de chômage élevé qui en fait un bien rare. Il existe un paradoxe français : ils sont les plus attachés au travail en Europe et en même temps les plus insatisfaits de leurs conditions de travail et également les plus nombreux à souhaiter que le travail prenne moins de place dans leur vie⁷.

Selon Dominique Méda, un concept est à replacer au centre du débat sur le travail : **l'aliénation**. Georges Friedmann posait cette question en 1956, tout en doutant de son issue heureuse : est-il encore possible, au regard de la division du travail et de sa place actuelle, de le transformer et d'en faire une activité d'épanouissement ? Il soutient que des travailleurs aliénés par le travail ne peuvent pas profiter de loisirs⁸.

³ Voir l'opposition traditionnelle entre le travail, aliénant et réservé aux esclaves, et l'œuvre, manifeste de la création et de la liberté humaine.

⁴ Christine Lagarde souhaite que le travail « redevienne ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être » voir note n° 2

⁵ John Galbraith, *Les mensonges de l'économie : vérités pour notre temps*, Grasset, 2004

⁶ Enquête de l'INSEE intitulée [La place du travail dans les identités](#), réalisée en 2006 par Hélène Garner, Dominique Méda et Claudia Sénik (consulté le 1^{er} juillet 2020)

⁷ Lucie Davoine, Dominique Méda, [Place et sens du travail en Europe : une singularité française ?](#), 2008, (consulté le 1^{er} juillet 2020)

⁸ Georges Friedmann, *Le travail en miettes : spécialisations et loisirs*, 1^{re} édition publiée en 1956

Méda ajoute qu'il est illusoire de penser que le travail, tel qu'il est organisé actuellement (son but : le profit, sa logique : la gestion), puisse permettre l'épanouissement de l'Homme. Elle cite deux auteurs, qui proposent différentes pistes pour changer le système actuel : Roger Godino⁹, qui avance l'idée d'un réaménagement profond du capitalisme et de ses mécanismes ; Isabelle Ferreras¹⁰, qui organise son projet autour d'une bipolarisation de la rationalité économique (un pôle constitué autour du capital, de nature instrumentale, et un pôle humain, de nature politique). Ces deux auteurs souhaitent un bouleversement total de la gouvernance des entreprises, et l'instauration d'une codirection, partagée par les acteurs du capital et les travailleurs.

Dominique Méda termine son introduction en se demandant si l'on peut changer le travail en conservant le principe généralisé du *salarial*, qui se définit comme la subordination à l'autre. Elle ajoute que si l'on ne procède pas à des changements radicaux dans l'immédiat, il est indispensable de chercher à rendre le travail plus décent et supportable.

Elle critique enfin la mesure des richesses sur l'unique critère du PIB (Produit Intérieur Brut). Selon elle, tant que l'objectif majeur de performance sera le gonflement du PIB et que la rationalité économique imposera la gestion de l'humain comme une « masse salariale », le travail ne pourra pas être une activité d'épanouissement.

Chapitre 9 : Désenchanter le travail

Méda part du constat d'un double paradoxe, source d'étonnement et de questionnement :

- il est aujourd'hui possible de modifier le travail, de le rendre moins envahissant, mais rien n'est fait.
- le chômage est le centre de la réflexion sur le travail, une norme.

Le travail est plus qu'un élément de lien social ou la source de la création de richesses : il relève du domaine de l'*utopie*. L'auteur parle « d'enchantement » et ajoute qu'il faut selon elle désenchanter le travail omniprésent et tyrannique, dont nous sommes prisonniers¹¹. Cela nécessite une décision et une action.

Selon Méda, la culture a été réduite au travail au XIX^e siècle et cela a eu de nombreux effets :

- sur l'Homme, qui devient une matière dont la forme doit s'adapter au monde du travail et à la demande sociale.

⁹ Roger Godino, *Réenchâter le travail*, La Découverte, 2007

¹⁰ Isabelle Ferreras, *Critique politique du travail*, Presses de Science Po, 2007

¹¹ D. Méda se réfère à Max Weber et son célèbre « désenchantement du monde », processus qui marque selon le sociologue la fin de la magie comme technique de salut : l'Homme est progressivement pris en charge par la raison, la science prend une place de plus en plus importante, le surnaturel recule au profit de l'inconnu, de ce que le savant n'a pas encore découvert.

- sur l'éducation, dont le but unique devient d'acquérir une qualification, de développer ses capacités pour en retirer un gain au final.

C'est donc la société, le marché du travail qui dicte ses besoins, ce n'est pas l'homme qui choisit.

Nous vivons dans une société de services : les individus se situent les uns par rapport aux autres en fonction d'une utilité réciproque. Certains évoquent comme solution au problème de l'emploi la généralisation du tertiaire (les services aux personnes sont en plein essor). L'auteur souligne le risque de marchandisation de l'ensemble de la sphère sociale d'une société qui serait organisée majoritairement autour de services, qui ont la fâcheuse tendance d'estomper la distinction entre le travail et les autres activités. Pour atteindre l'objectif du plein emploi, qui est l'idéal de notre société, il suffirait donc d'élargir le champ de ce qui est reconnu comme travail. Tout doit devenir travail.

Méda pense le contraire : il faut réduire l'emprise de ce dernier pour développer d'autres activités de « coopération véritable ».

Désenchanter le travail, c'est : libérer l'espace public et réorganiser le travail

La libération de l'espace public passe par la baisse du temps de travail individuel, l'augmentation des activités de sociabilité, de citoyenneté, et de la participation des citoyens à la vie politique. La baisse du temps de travail n'est donc pas un projet individualiste et égoïste, mais au contraire un moyen de renforcer la vie publique. La condition de réussite de ce projet, qui est fixée comme postulat de départ, est l'intérêt des individus pour la chose publique.

Après l'étape de désacralisation du travail, il faut en modifier l'organisation et s'interroger sur sa fonction de distribution des richesses. Est-il légitime que le travail assure la distribution des richesses alors qu'il résulte d'acteurs privés dont l'objectif n'est pas l'emploi mais le profit personnel ?

Méda est une adepte de la régulation. Pour elle, le problème n'est pas le manque de travail mais l'absence d'un « mode convaincant » de partage. Actuellement, la répartition est naturelle (au sens où elle n'est pas régulée) et exclut de fait les plus faibles : il faudrait, dans l'idéal, utiliser l'argent de l'indemnisation chômage pour financer la répartition du travail et la formation des chômeurs. Sans règles de partage, l'auteur souligne le risque de développement du chômage et de la pauvreté, qu'elle appelle le « quart secteur » (des individus employés à des tâches d'intérêt général peu rémunérées). Elle se positionne contre l'idée d'une allocation universelle, qui relève de l'assistanat.

En guise de conclusion, Méda met en avant quatre risques encourus par une société qui diminuerait le temps légal de travail de ses concitoyens, sans certaines précautions préalables :

- Une diminution inégale du temps de travail avec un fort risque de réapparition des femmes au foyer.
- Un risque de repli sur soi, de montée de l'individualisme, d'échec du partage

communautaire. La question est de savoir si les individus seront capables de s'investir dans autre chose que le cycle « plus de travail/plus de revenus/plus de conso ».

- Que la baisse du temps de travail s'accompagne d'une dégradation des conditions de travail.
- Que la baisse du temps de travail s'accompagne d'une dégradation de la formation des individus, entraînant une baisse de la compétitivité.

Tout en insistant sur la place centrale de la question du temps dans la vie des individus, Méda insiste sur la différence entre temps maîtrisé et temps subi (au travail) Il faut employer le mot «travail» avec précautions, car il recouvre tellement de réalités différentes qu'il ne permet plus d'exprimer un concept homogène.